

AVEC LE PEUPLE TUNISIEN, CONTRE LES ISLAMO-BENALISTES

SERVITEURS DE MACRON, MERKEL ET TRUMP!

Les révoltes du peuple iranien contre la baisse de leur pouvoir d'achat, notamment liées au maintien de l'embargo impérialiste qui pèse sur le pays, de même que les manifestations qui ont agité le Venezuela il y a quelques semaines, paralysé par des lock out patronaux destinés à faire plier ce qu'on appelle ici avec dédain le « régime » chaviste, ont rempli les colonnes de notre presse aux ordres, toujours sensible comme on sait aux restrictions et contraintes subies par les peuples du sud.

En Tunisie, des « événements » visiblement bien différents ! Pour preuve nos relais médiatiques qui insistent, comme c'est bizarre, sur les « casseurs », le « vandalisme », les craintes de la jeune « démocratie » tunisienne face aux « émeutes »... On entend un air déjà bien connu, qui nous était servi l'année dernière quand nous luttions contre la loi travail et ses conséquences.

Depuis les révoltes populaires de 2011 qui ont réussi à chasser le dictateur Ben Ali, dictateur valet des impérialistes français, des américains, bradant la sueur de son peuple au plus offrant, rien n'a vraiment changé. D'abord un pouvoir islamiste qui a brisé l'élan populaire tout en poursuivant les politiques de bradage dictées par l'UE (la France impérialiste en première ligne) et les USA. Puis un retour par la voie des urnes (verrouillées) d'un front néoRCDiste recyclant les crapules corrompues d'avant 2011, avec bien sûr -c'est bien ce qui compte pour Macron, Merkel ou Trump - une continuité dans la politique économique libérale et néocoloniale : explosion du chômage et du travail hyperprécaire (essentiellement des multinationales étrangères profitant de l'absence d'une véritable législation sur le droit du travail), privatisations massives, inflation galopante, s'exerçant sur un peuple exsangue au pouvoir d'achat à la limite de la rupture.

A ce stade, la moindre hausse des prix fait immédiatement monter la colère.

Le gouvernement actuel est dominé par ce front bourgeois néocolonial corrompu Nidaa Tounes, qui s'est fait élire en s'appuyant sur la disgrâce totale des islamistes Ennahdha aux manettes ces dernières années. Mais il n'est au final qu'un recyclage des vieilles méthodes autocratiques libérales benalistes, qui avait assuré une transition post-Bourguiba aux apparences démocratiques avant de répéter le même modèle dictatorial néocolonial téléguidé par l'extérieur. Mieux : il est composé pour partie de ministres islamistes sous la forme d'un gouvernement « d'unité nationale ». C'est une alliance au pouvoir de faux-frères ennemis représentant des intérêts impérialistes plus ou moins rivaux au sein de la bourgeoisie antinationale vendue.

Sa politique est donc logiquement dictée par les impératifs de Bruxelles, Washington, du FMI et de la Banque Mondiale. On prévoit bientôt de privatiser Tunisair, le STEG (EDF GDF tunisien), l'Office du blé et des semences... après tant d'autres déjà effectuées. Pire, il est déjà acté, mais pas encore entré en vigueur, que les subventions étatiques sur les produits de première nécessité seront prochainement supprimées ... le prix des



médicaments a déjà subi des hausses, dans un pays sans sécurité sociale, rappelons-le.

Deux intérêts se font face désormais : d'une part un mouvement essentiellement partisan et syndical parti de mots d'ordre plutôt étudiantins et citadins, intitulé « *Fech nastannou* » (Qu'est qu'on attend ?), suivi par des révoltes populaires plus ou moins spontanées, partant de Kasserine, Sidi Bouzid, les villes historiques des luttes de classe en Tunisie, dans les régions les plus déshéritées. D'autre part un gouvernement pro-impérialiste qui profite du contexte (le vote au Parlement d'une hausse de la TVA, l'impôt le plus injuste qui soit) pour tenter, par la surmédiatisation d'actes de vandalisme inévitables, de discréditer les forces de l'opposition parlementaire (en particulier le Front Populaire) en cette période cruciale qui précède les législatives 2018.

Au dessus des révoltes légitimes du peuple tunisien se trament donc des enjeux électoralistes où, par le discrédit médiatique, la bourgeoisie vendue fait pression pour pousser la gauche à concéder toujours davantage (le contexte de la « lutte contre le terrorisme » avait largement préparé le terrain sur ce plan), pendant que l'UGTT, grand syndicat historique, pousse le pouvoir à stopper sa politique antisociale avec une première grande manifestation le 14 janvier.

La révolte populaire spontanée contre la misère croissante provoquée par les politiques libérales néocoloniales montre le caractère inachevé du « printemps arabe » qui fut tant médiatisé par les médias impérialistes et récupéré par les forces organisées appuyées par les impérialistes que sont le benalisme sans Ben Ali et l'islamisme politique qui cohabitent aujourd'hui au pouvoir en Tunisie.

La colère populaire qui se manifeste actuellement en Tunisie pose la question de l'alternative anti-libérale, patriotique, anti-impérialiste et révolutionnaire au libéralisme islamo-benaliste. C'est tout l'enjeu pour les forces de la gauche révolutionnaire et communiste.



**COORDINATION
communiste**
NORD | PAS DE CALAIS

rassemblementcommuniste.fr